

Soigner, rééduquer, réinsérer : la santé sans préjugés

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
2 rue d'Iéna – CS 70004
59043 LILLE Cedex
service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

**EVALUATION DE LA QUALITE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES
SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE
EHPAD**

2025-21

**Règlement de consultation
(RC)**

ATTENTION :

le candidat précisera obligatoirement sur l'acte d'engagement, l'adresse mail retenue pour la réception des courriers envoyés par voie électronique par l'intermédiaire de la plateforme, conformément à la dématérialisation des marchés publics

Type de procédure : MAPA

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LE 18/07/2025 à 11H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1/ Objet de la consultation.....	3
1.2/ Etendue de la consultation	3
1.3/ Décomposition de la consultation	3
1.4/ Lieux d'exécution et de facturation	3
1.5/ Conditions de participation des concurrents.....	3
1.6/ Prestations supplémentaires	4
1.7/ Nomenclature communautaire	4
ARTICLE 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
2.1/ Caractéristiques principales.....	4
2.2/ Durée du marché	4
2.3/ Variantes	4
2.4/ Délai de validité des offres.....	5
2.5/ Mode de règlement du marché, modalités de financement et intérêts moratoires	5
2.6/ Dispositions particulières d'exécution.....	5
ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	7
5.1/ Transmission sur support papier	7
5.2/ Transmission électronique.....	7
5.3/ Copie de secours	7
ARTICLE 6 – NOMBRE DE CANDIDAT	8
ARTICLE 7 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
ARTICLE 8 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
8.1/ Admission des candidatures	8
8.2/ Analyse des offres et critères d'attribution du marché.....	8
8.3/ Auditions éventuelles des candidats	9
8.4/ Pièces complémentaires avant notification.....	9
8.5/ Négociation	9
8.6/ Pièces complémentaires après notification.....	9
ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
9.1/ Demande de renseignements.....	10
9.2/ Enchères électroniques.....	10

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1 ☐ Etat 2 ☐ Région 3 ☐ Département 4 ☐ Commune
5 ☐ Etablissement public national 6 ☐ Etablissement public territorial
7 ☒ Autres : organisme privé de gestion d'établissements sanitaires et médico sociaux de la Sécurité Sociale.

Nom ou raison sociale de l'acheteur : UGEAM Hauts de France	Personne responsable du marché : Mme la Directrice Générale
Adresse : 2 rue d'Iéna	CS 70004
Code postal : 59043	Ville : Lille cedex
Téléphone : 03.28.82.02.20	
Adresse de courrier électronique : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	Profil acheteur : www.marchés-publics.gouv.fr
Site internet : www.groupe-ugecam.fr/ugecam-hauts-de-france	

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1/ Objet de la consultation

Le présent règlement de la consultation (RC) est relatif à l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) de l'UGEAM Hauts-de-France. Ce marché concerne les évaluations des 4 EHPAD de l'UGEAM Hauts-de-France.

1.2/ Etendue de la consultation

Le marché public est passé selon une Procédure Adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3/ Décomposition de la consultation

La présente consultation comporte un seul lot avec les établissements suivants :

Etablissements	Localisation	Date limite transmission rapport final aux tutelles
EHPAD Les Maisons Bleues – Dampierre	Roubaix (59)	T2 2026
EHPAD Les Maisons Bleues – Rose May	Marcq-en-Barœul (59)	T2 2026
EHPAD Les Maisons Bleues – Verderie	Haubourdin (59)	T2 2026
EHPAD Résidence des Pays de Somme	Woincourt (80)	T4 2027

1.4/ Lieux d'exécution et de facturation

Désignations des établissements	Adresses
EHPAD Les Maisons Bleues - Résidence Dampierre	10 rue Dampierre 59100 ROUBAIX
EHPAD Les Maisons Bleues - Résidence Rose May	Rue Jules Boet 59700 MARCQ-EN-BAROEUL
EHPAD Les Maisons Bleues - Résidence Verderie	40 rue Pasteur 59320 HAUBOURDIN
EHPAD Résidence Des Pays de Somme	Rue Clodomir Ducrocq 80520 WOINCOURT

L'UGEAM Hauts-de-France se réserve le droit de supprimer un ou plusieurs établissements pour des raisons internes ou suite à une évolution réglementaire.

1.5/ Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros TTC. Conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique, en cas de groupement, les membres optent librement pour la forme solidaire ou conjointe.

Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

1.6/ Prestations supplémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7/ Nomenclature communautaire

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classifications principales
79419000-4 service de conseil et d'évaluation

ARTICLE 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1/ Caractéristiques principales

Le présent marché concerne l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) de l'UGECAM Hauts-de-France, par un organisme accrédité et respectant le cahier des charges de la Haute Autorité de Santé.

L'évaluation devra s'effectuer selon les modalités définies par les textes en vigueur.

2.2/ Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin après réalisation de l'ensemble des évaluations concernées et après remise des rapports correspondants en conformité avec le délai indiqué dans l'acte d'engagement.

Les réalisations des évaluations des différents établissements devront respecter les délais légaux par rapport à la dernière évaluation ou l'ouverture de la structure.

Le prestataire devra avoir la capacité de mener plusieurs évaluations externes simultanément.

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement dans les documents annexés et en prenant en compte l'impératif de transmission des rapports définitifs à la tutelle. Ces délais deviendront contractuels.

2.3/ Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4/ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5/ Mode de règlement du marché, modalités de financement et intérêts moratoires

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Elles feront l'objet d'une demande de paiement pour chaque bon de commande.

Les sommes dues au(x) titulaires et cotraitant(s) éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Le taux des intérêts moratoires sera applicable égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque européenne à son opération de refinancement principal, majoré de 8 points en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

2.6/ Dispositions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises visées par les articles L. 2113-12 à L. 2113-14 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le RC.
- Le CCAP.
- Le CCTP.
- Le cadre de réponse
- Les DPGF.
- L'acte d'engagement (ATTRI1).
- DC1 (Lettre de candidature)
- DC2 (Déclaration du candidat).

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement, sur la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique ou électronique n'est autorisée.

**Le dossier peut être retiré de façon anonyme.
Néanmoins il est conseillé aux candidats de s'identifier pour pouvoir
être informé des éventuelles mises à jour et des questions/réponses.**

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous énumérées, datées et signées par lui.

Le contenu des notes méthodologiques adressées par les candidats restera confidentiel et ne sera pas divulgué à des tiers.

Pièces concernant la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de la société et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue

de la sélection des candidatures (articles R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique) sont les suivants :

- La lettre de candidature (DC1).
- La déclaration du candidat (DC2).
Toutes les rubriques doivent être obligatoirement renseignées. Les attestations auxquelles renvoient les rubriques doivent obligatoirement être fournies.
- Les candidats peuvent transmettre les informations de la candidature par le e-DUME (Document Unique de Marché Européen). Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr> // l'imprime alors au format pdf pour l'intégrer à son dépôt électronique.
- La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Présentation des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique.
- Justificatif d'accréditation autorisant l'évaluation de la qualité d'ESSMS.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise de moins de trois (3) mois (*extrait de Kbis où apparaît le nom du signataire, délégation de pouvoirs...*).
- Les attestations fiscales et sociales, datant de moins de six mois.
- Les attestations d'assurance en vigueur.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il doit produire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, accompagnée d'une traduction française certifiée si le candidat n'est pas établi en France.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces concernant l'offre :

Un projet de marché, comprenant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Annexes financières : DPGF pouvant être tamponné, daté et signé à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le cadre de réponse technique rempli selon le plan suivant :
 - Moyens humains (avec CV des intervenants), et matériels affectés spécifiquement à la réalisation de l'évaluation de la qualité des ESSMS de l'UGECAM Hauts-de-France.
 - Présentation détaillée et explicative de l'organisation d'intervention proposée :
 - Le calendrier proposé des visites en accord avec les méthodes d'évaluation de la HAS.
 - Le nombre de traceurs ciblés, et les profils ciblés pour les personnes accompagnées traceurs.
 - L'argumentaire concernant la possibilité pour le candidat de réaliser conjointement plusieurs évaluations dans les différents établissements de l'UGECAM Hauts-de-France.

- Toute organisation et/ou formalisation du projet évaluatif associant chaque établissement (réunion initiale, préparation initiale, mises à disposition de documents, etc).
- Modalités de restitution (aux équipes, rapport définitif).
- Le mémoire technique : justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes les justifications et observations de l'entreprise ainsi que les fiches organisationnelles.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans aucune modification, daté et signé.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à accepter sans aucune modification, daté et signé.
- Une note concernant la politique RSE que le candidat développera pendant toute la mission concernée par la présente consultation. Tous les justificatifs doivent être joints.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

5.1/ Transmission sur support papier

La transmission des plis sur support papier n'est pas autorisée.

Toute offre qui ne sera pas reçue sous format dématérialisé, sera immédiatement déclarée irrégulière.

5.2/ Transmission électronique

La transmission des offres dématérialisées doit se réaliser sur le site www.marches-publics.gouv.fr avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la transmission de leur pli dans les temps (mises à jour de logiciels, temps de téléchargement...).

Les candidats sont invités à utiliser la version pack-office 2010 ou antérieure.

Les candidats doivent veiller à ce que le fichier constitutif des plis comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus.

En cas de réception de plusieurs offres d'un même candidat, seul le dernier pli sera pris en compte. En cas d'envoi d'un complément, le candidat s'assurera d'envoyer l'intégralité des pièces constituant son pli.

5.3/ Copie de secours

Les candidats peuvent transmettre une copie de secours sous format papier ou sur support numérique.

Cette copie doit être reçue avant la date limite de remise des plis.

Le dossier comprenant la candidature et l'offre du candidat doit être remis sous pli cacheté sur lequel il est indiqué les informations suivantes :

**2025-21 – EVALUATION EHPAD
NE PAS OUVRIR - COPIE DE SECOURS**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal. Le pli doit parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, et ce, à l'adresse suivante :

Madame la Directrice Générale de l'UGECAM Hauts-de-France
PRAP-DD
2 rue d'Iéna
CS 70004
59043 Lille cedex

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

Les candidats souhaitant déposer leur copie de sauvegarde sur place sont invités à se présenter à l'agent de sécurité de l'accueil de la CPAM Lille-Douai (9H/12H - 14H/16H) au 2 rue d'Iéna à Lille.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

ARTICLE 6 – NOMBRE DE CANDIDAT

Il n'y a pas de nombre minimal et maximal de candidats admis à présenter une offre.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM Hauts de France se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Le délai de 8 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1/ Admission des candidatures

Les candidats qui ne peuvent soumissionner en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-14. du Code de la Commande Publique, ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R2143-11 à R2143-16 du Code de la Commande Publique, sont éliminés.

Aucun niveau minimum de capacité n'est demandé ; toutefois les candidats doivent pouvoir présenter et justifier des garanties professionnelles et financières suffisantes pour la réalisation du marché, ainsi que de l'accréditation nécessaire pour effectuer ce type d'évaluation.

8.2/ Analyse des offres et critères d'attribution du marché

Les offres inappropriées au sens des dispositions de l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique sont rejetées. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres. Le jugement des offres est effectué dans le respect des principes fondamentaux du Code de la Commande Publique.

La sélection des offres sera réalisée selon les critères énoncés ci-dessous :

Critères d'analyse	
Valeur Technique	50 %
Prix	40 %
Démarche environnementale et sociétale	10 %

8.3/ Auditions éventuelles des candidats

Afin de permettre aux utilisateurs de mieux comprendre la méthodologie proposée par les candidats, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit d'effectuer une audition des candidats, suite à une présélection sur dossier.

Le nombre de candidats présélectionnés n'est pas déterminé.

Dans ce cas, les candidats présélectionnés doivent impérativement se présenter sous peine d'irrecevabilité de leur offre. L'équipe opérationnelle proposée pour la mission sera présente à cette audition.

8.4/ Pièces complémentaires avant notification

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R2143-7 du Code de la Commande publique. Le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Conformément aux dispositions de l'article L2341-1 et suivants et de l'article R2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché public doit fournir les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Les attestations fournies doivent dater de moins de six mois.

Les entreprises peuvent obtenir :

- Une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal, pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés,
- Ou, auprès de leur service des impôts gestionnaire ; une attestation sociale auprès des services sociaux ou en ligne sur le site de l'URSSAF.

Pour les candidats établis dans un autre Etat, il s'agit d'une copie des attestations et certificats délivrés par les autorités compétentes de l'Etat considéré accompagnés de leur traduction en langue française avant envoi.

8.5/ Négociation

L'UGECAM se réserve la possibilité de négocier, avec les candidats les mieux classés, avant l'attribution du marché.

8.6/ Pièces complémentaires après notification

Le titulaire devra produire au Pôle Régional Achats, Patrimoine et Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France à compter de la notification du marché jusqu'à son terme :

- Une attestation de vigilance URSSAF (fourniture de déclarations sociales) et une attestation fiscale tous les 6 mois.
- Une attestation d'assurance, chaque année et/ou à chaque changement de garanties dans la police d'assurances.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1/ Demande de renseignements

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, une demande sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme de dématérialisation, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, six jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2/ Enchères électroniques

Application des articles R2162-57 à R2162-66 du code de la Commande Publique :

☒ non ☐ oui

Fait à Lille, Le 16/06/2025
Le Pouvoir Adjudicateur,